



Déclaration préalable CDEN du 5 novembre 2021

Mmes et Ms les membres du CDEN.

L'année scolaire dernière, inédite et éprouvante, a laissé des traces chez les enseignants et dans les familles. En effet, après cette première période d'école les enseignants auront pu constater que beaucoup d'enfants ont peiné à se remettre au travail normalement et à retrouver le niveau espéré pour leur classe d'âge.

La tâche est rude pour les enseignants car, en plus des ordres et contre-ordres du ministre, il faut gérer une hétérogénéité beaucoup plus importante que d'habitude au sein des classes. Il faut également retravailler de nombreuses notions non acquises l'an dernier afin d'y appuyer le programme de cette année. De plus, il est nécessaire de redonner des habitudes et une capacité de travail aux élèves afin de faire progresser au mieux tous les élèves.

Les enseignants mettent tout leur professionnalisme et leur énergie pour faire au mieux. Mais si la gestion de toutes ces difficultés reste possible lorsque les effectifs sont faibles, ceci devient très complexe lorsqu'on y ajoute des problèmes d'effectifs trop importants. C'est pour cette raison que nous rappelons encore une fois la nécessité de ne pas surcharger les classes.

Si nous remarquons et saluons les efforts consentis dans certaines classes, écoles ou quartiers difficiles (classes à 12, ouvertures à Beaucourt Bolle, Chateudun, Aubert et non fermeture à E Géhant Belfort), par contre, nous constatons qu'il reste des classes encore chargées, notamment dans certaines grandes écoles plutôt favorisées : Victor Hugo, Bartholdi et J Heidet à Belfort, Bavilliers élémentaire, Bourogne, Joncherey, Offémont, Cravanche, Monteux, ...

De plus, dans ce contexte particulier, les personnels des Rased ou PDMQDC seraient les ressources les plus évidentes pour aider individuellement les élèves ayant le plus souffert de la crise. Mais depuis des années, les effectifs se réduisent et les départs en formation RASED sont bien trop rares pour répondre aux besoins du terrain. De plus en plus de collègues ont un contact lointain ou plus de contact du tout avec un RASED ou des PDMQDC (1,5 postes supprimés cette année). De fait, le travail de complémentarité professionnelle tellement nécessaire face à la difficulté scolaire ne peut plus se faire.

Par ailleurs, nous aimerions affirmer que la prise en charge des enfants ayant particulièrement soufferts de la crise ne peut reposer uniquement sur les équipes pédagogiques ! Il faut des suivis spécialisés extérieurs à l'EN, des rééducations, des soins, des suivis éducatifs, des thérapies... un plan spécifique devrait être prévu à cet effet pour compenser les prises en charge interrompues et assurer celles qui apparaissent nécessaires suite à la crise. De ce plan, il n'est nullement question dans les propos du ministre et les listes d'attente au CMPP, chez les orthophonistes, chez certains spécialistes sont préoccupantes dans le Territoire de Belfort...

Dans le budget 2021 proposé par le gouvernement, pour le 1^{er} degré, dans un contexte de diminution des effectifs, nous remarquons la création de 2 039 postes en Équivalent temps plein au niveau national. Ceci est accueilli positivement mais il reste cependant à préciser comment ces emplois seront ventilés et s'ils répondront aux besoins du terrain que nous venons de détailler.

Second degré :

Concernant le second degré, nous remarquons que le collège est un maillon du système scolaire qui nous paraît négligé au regard des moyens alloués. En effet, le public accueilli est de plus en plus hétérogène, demandant une attention particulière face aux besoins éducatifs particuliers.

Vis à vis des suppressions d'emplois dans l'académie, notre département perd proportionnellement plus de divisions que d'élèves.

La baisse de la dotation départementale génère mécaniquement une augmentation du nombre d'élèves par classe, alors que le levier des effectifs est une condition de réussite si on suit la logique de l'éducation prioritaire.

Concernant la scolarisation des élèves en situation de handicap, les effectifs restent chargés année après année, 12 en moyenne avec des listes d'attente qui amènent à une scolarisation parfois douloureuse dans les classes ordinaires, due au manque de place en ULIS, en SEGPA ou à une répartition départementale inadéquate pour les parents.

Par ailleurs, la carte de l'éducation prioritaire n'évoluant toujours pas, nous saluons, comme pour le premier degré, l'attention particulière pour certains collèges défavorisés socialement qui ne sont pas en REP ou REP+.

Si nous ne remettons pas en cause les choix départementaux, car une évolution positive a eu lieu grâce au dialogue paritaire en séance, nous déplorons la sous-dotation prévue par le ministère, qui laisse certains collèges ou certains niveaux avec des effectifs trop chargés pour travailler dans de bonnes conditions.

Déjà en tension actuellement, la rentrée 2021 dans le 2^d degré ne s'annonce pas meilleure avec la suppression de 1 800 emplois prévus par le gouvernement dans son budget 2021 (qui s'ajoutent au 440 emplois supprimés l'an passé).

Pour compenser cette baisse, le budget prévoit un financement équivalent à 2 500 emplois en heures supplémentaires. Cette mesure accentuera une nouvelle fois la dégradation des conditions de travail des enseignants du 2^d degré. Ceux-ci, après une deuxième heure supplémentaire imposée, ne pourront absorber une telle charge de travail additionnelle. Il n'est pas possible de dire que l'on veut des professeurs heureux, se targuer de vouloir améliorer leurs conditions de travail et dans le même temps provoquer de l'épuisement professionnel pour des économies à courte vue, qui plus est dans un contexte où les effectifs au collège et au lycée continuent à augmenter.

Pour terminer, nous évoquerons le drame de Samuel Paty pour réaffirmer le besoin de soutien envers l'ensemble des personnels qui font vivre les valeurs républicaines, la liberté, la laïcité, en leur donnant sens.

S'attaquer à ces hommes et ces femmes qui se chargent sur tout le territoire national d'enseigner les savoirs, d'initier au débat argumenté, d'éveiller l'esprit critique et d'assurer la liberté de conscience, c'est s'attaquer à l'ambition d'une école commune donnant à tous les jeunes les moyens de maîtriser leur avenir.

Chaque jour, par leur action patiente, les personnels de l'éducation nationale contribuent à construire une République unie et fraternelle, diverse et respectueuse, éclairée et apte au débat démocratique. Face à l'obscurantisme qui a massacré l'un des nôtres et nous meurtrit, notre réponse doit être ferme et résolue !